

## RÉUNION DE L'OPEP À ORAN

# Une coupe sévère fera-t-elle rééquilibrer le marché ?



LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'OPEP DE MERCREDI À ORAN DEVRAIT «EN TOUTE LOGIQUE» décider d'une baisse de la production de brut supérieure à 2 millions de barils jour à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain. Plusieurs indicateurs le laissent transparaître à 48 heures de la réunion préliminaire des experts.

Lire pages 2 et 3

## BANQUE MONDIALE

### «La récession mondiale atteint les pays en développement»

Un nouveau rapport de la Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales 2009, examine l'impact de la crise financière sur la croissance du PIB dans chacune des régions du monde et note partout un net ralentissement, y compris dans les pays en développement, jusqu'ici moins touchés. Ce rapport, qui a pour sous-titre : Commodities at the Crossroads (Un tournant décisif pour les produits de base), révèle qu'à l'avenir la demande et l'offre de produits de base, comme le pétrole et les denrées alimentaires, pourront atteindre un équilibre, à condition d'adopter des politiques adaptées dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture.

Lire page 10

## LE CHIFFRE



Les exportations italiennes vers l'Algérie ont atteint au premier semestre 2008 le montant de 1,9 milliard de dollars, selon les statistiques du CNIS.

Ce qui représente une augmentation qui avoisine les 80%, soit quelque 890 millions de dollars, par rapport à la même période de l'année précédente.

Lire page 15

## REPORTAGE

### DÉVELOPPEMENT DES PME

## L'expertise italienne à la rescousse

SI L'ALGÉRIE EST CONNUE POUR ÊTRE UN PAYS DONT L'ÉCONOMIE CARBURE AUX SEULES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES QUE REPRÉSENTENT LE PÉTROLE ET LE GAZ, l'économie italienne s'est illustrée, par contre, par un maillage de petite et moyenne entreprises et qui en fait de l'Italie le 7<sup>e</sup> pays exportateur au monde. Dans le cadre du renforcement des relations algéro-italiennes, un mémorandum de coopération dans le domaine des PME et PMI a été signé en 2006 entre le ministre algérien des PME, Mustapha Benbada, et le secrétaire d'Etat italien au Commerce international, Mauro Agostini.

Lire pages 4 et 5

### EFFETS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

## 963 MILLIONS DE SOUS-ALIMENTÉS DANS LE MONDE EN 2008

LE BILAN DE LA FAMINE DANS LE MONDE S'EST ALOURDI DU FAIT DES PRIX ÉLEVÉS DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET LA CRISE ÉCONOMIQUE QUI NE PRÉSAGE RIEN DE BON MET EN GARDE ENCORE UNE FOIS LA FAO. Quarante millions de personnes supplémentaires ont rejoint cette année les rangs des sous-alimentés de la planète du fait principalement de la hausse des prix des denrées alimentaires, selon les estimations provisoires de la FAO. Cela porte le nombre d'affamés dans le monde à 963 millions, contre 923 millions en 2007.

Lire page 8

## ■ RÉGIONS

### Journée internationale de la montagne



L'occasion de la célébration de la Journée internationale de la montagne, le 11 décembre dernier, instituée le 30 janvier 2003 par les Nations unies (ONU), rappelle bien l'intérêt qui doit être accordé à ces massifs dont l'importance pour le développement d'une nouvelle approche est on ne peut mieux intéressante.

Lire pages 6 et 7

Renseignements /  
Inscriptions au  
07.72.78.77.57

Tarif :  
28.500 DA TTC

Les transformations du système financier algérien  
à la lumière de la crise financière internationale

Séminaire organisé par la société Juris Mark  
le 24 décembre 2008 à l'Hôtel Mercure

Le pétrole au plus bas de sa côte

## L'OPEP arrivera-t-elle à stopper la dégringolade des cours ?

Les projections de la production d'huile d'olive en Algérie, à l'horizon 2010, se basent sur l'impact de l'entrée en production des nouvelles plantations et sur la modernisation du secteur de la transformation.

Par  
Zhor Hadjam

Les cours du brut n'en finissent pas de fluctuer à la veille de la réunion de l'OPEP prévue le 17 décembre à Oran. La semaine dernière aura été ainsi particulièrement intense en rebondissements, les principales places boursières ayant affiché une hausse assez conséquente - comme ce fut le cas mercredi et jeudi derniers - avant de renouer avec la terrible dégringolade amorcée depuis quelques semaines. L'optimisme qui commençait à pointer à Londres et à New York suite à une hausse spectaculaire des cours s'est vite transformé en désillusion au vu de la chute enregistrée vendredi lors de la dernière journée de cotation de la semaine.

Reboostés par la perspective d'un accord de réduction de la production de l'OPEP, les prix du baril ont atteint mercredi 44,03 dollars à Londres et 45 dollars à New York, et ont même pris jeudi plus de 10% à New York et 10,25% à Londres. Cette hausse fut cependant de courte durée et dès vendredi les bourses ont chuté, effaçant une partie de leurs gains spectaculaires réalisés la veille. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de light sweet crude pour livraison en janvier a fini à 46,28 dollars, en baisse de 1,70 dollar par rapport à son cours de clôture de jeudi. A Londres, le baril de Brent de la mer du



Le siège de l'OPEP

Nord a reculé de 98 cents, à 46,41 dollars. Des cours en berne suite au refus affiché par les sénateurs américains concernant le plan d'aide à l'automobile. Une décision qui, ajoutée aux indices pessimistes sur l'évolution de l'économie américaine, aux pertes d'emploi en série a poussé les marchés de l'or noir de nouveau au pessimisme avec son lot de baisses et de chutes des cours qui font ainsi écho aux récessions en série annoncées officiellement à travers le

monde. Les prévisions d'un effondrement de la demande mondiale de pétrole qui ne devrait pas repartir à la hausse avant 2010 et qui pourrait faire baisser les prix du baril, selon certains analystes au niveau des 30 dollars à court terme avant une hausse en moyenne à hauteur de 45 dollars l'année prochaine. C'est dans cette conjoncture assez complexe que l'OPEP doit assumer la lourde tâche de réguler le marché en procédant à une coupe significative de ses quotas

et en prenant des décisions en coordination avec les pays non OPEP qui seront présents à Oran pour peser de leurs poids et envoyer un signal fort au marché du brut afin qu'il reprenne plus de vigueur. Il reste à savoir quelle sera l'impact de ces décisions à venir sur la courbe des prix dans un environnement économique maussade où la consommation est en chute libre et les prévisions de croissance très préoccupantes. **Z. H.**

**LA**  
**CHRONIQUE**  
**FINANCIÈRE**  
De Dib Saïd

## Le risque de crédit sous surveillance

L'Algérie n'est ni en crise ni en récession. Certains disent que c'est discutable. Les statistiques sont aussi discutables. Mais toujours est-il que l'économie tourne à plein régime avec tout de même les regards braqués sur le prix du baril. Ce n'est pas bien d'être dépendant de quelque chose qui vous échappe même si la réunion de l'OPEP à Oran, ce mercredi, rétablira, dit-on, le juste prix.

Cela nous aidera à surmonter nos craintes, en attendant la prochaine crise. On nous susurre à l'oreille que notre oseille nous ferait tenir le coup jusqu'à 2012. C'est tant mieux, mais après 2012, que va-t-il se passer ? Rien, parce que d'ici là, les choses vont rentrer dans l'ordre. C'est peut-être vrai si on se fie à la science économique qui est avant tout une science humaine, c'est-à-dire le contraire d'une science exacte. Mais même avec ça, on n'aura pas réglé notre problème de toujours : est-ce qu'on veut produire de la richesse, chez nous ? Pas celle qui est dans notre sous-sol, bien entendu. Et là tout le monde en convient, mais on ne peut pas produire sans investir et pour investir il faut avoir beaucoup de "ble" ou bien trouver quelqu'un qui en a et qui voudrait bien vous en avancer. Sachant que tout le monde n'est pas riche, la deuxième alternative s'impose alors d'elle-même. Et c'est justement là où ça grince. Commençons par le reste du monde où la crise a rendu les choses plus difficiles. C'est ainsi qu'aujourd'hui, une entreprise qui envisage d'emprunter des

fonds aux investisseurs ou aux banques doit s'armer de patience et se plier aux exigences qui lui seront imposées. Le temps de l'argent facile est révolu. Elle doit entre autre se résigner à rémunérer plus fortement les investisseurs quand elle s'adresse aux marchés et accepter également de payer un taux plus élevé aux banques lorsqu'elles consentent à prêter.

Ce blindage des conditions de crédit est la résultante de deux éléments majeurs : le manque de liquidités et, surtout, l'augmentation du risque crédit, c'est-à-dire le risque que l'emprunteur ne rembourse pas sa dette à l'échéance.

Si une telle situation paraissait presque impensable il y a encore un an, toutes les banques et entreprises sont depuis quelques mois confrontées à une réapparition de ce risque en raison du potentiel de défaillance d'entreprise qui n'a jamais été aussi élevé depuis une quinzaine d'années. Un certain nombre de grandes et petites sociétés pourraient mettre la clé sous le paillason au cours des prochains mois, laissant au passage des ardoises plus ou moins élevées à leurs prêteurs. Entre l'industrie automobile américaine au bord de la faillite, Citibank sauvé in extremis par le gouvernement américain, les PME européennes frappées de plein fouet par les difficultés de leurs donneurs d'ordres, les fabricants chinois de jouets confrontés à des fermetures d'usines, le risque de défaillance, et donc de non-remboursement, est bien réel.

Chez nous, la situation se présente différemment. Les liquidités ne sont pas en manque puisque nos banques et notre marché financier sont structurellement liquides. C'est dire que depuis maintenant six ans, l'argent est disponible

chez les offreurs et ces excédents de liquidités avoisinent les 15 milliards de dollars. Les opportunités de placement étant ce qu'elles sont, c'est-à-dire pas très nombreuses, encore moins attrayantes, d'aucuns considèrent que c'est le moment de les mettre à la disposition de ceux qui en ont besoin. C'est oublier que le risque de crédit est aussi bien surveillé ici qu'ailleurs, car il ne s'agit pas de succomber au charme des sirènes qui se paierait un jour ou l'autre chèrement. Comment alors faire fructifier cet argent stérilisé quelque part en le recyclant pour accompagner des projets créateurs d'emplois et donc de richesse. Certains avancent l'idée de recourir aux agences de notations comme cela se fait dans tous les pays pour pouvoir évaluer correctement le risque en attribuant des notes aux entreprises. Mais la notation des entreprises suppose que le pays se fasse également noter, ce qui n'est pas le cas actuellement. Cette solution n'est donc ni appropriée ni indiquée parce que non applicable. En tout cas, le rating ne profite qu'aux grandes entreprises. La masse des petites et moyennes entreprises, celle qui constitue par le nombre et la taille le véritable vecteur de la croissance, est la grande victime du dysfonctionnement des mécanismes de financement. En réalité, c'est le pays qui en subit les effets négatifs. Pour avancer, il faut trouver autre chose pour contourner efficacement les contraintes qui pèsent sur les banques et les investisseurs locaux tout en rassurant les autorités sur d'éventuels dérapages. Le problème, c'est que cet "autre chose" existe dans les textes de la République qui ont mobilisé de l'argent et du monde, mais apparemment, il n'intéresse personne.

D. S.

L'OPEP obtient le renfort de la Russie avant sa réunion ministérielle

# Une baisse de plus de 2 millions de barils jour attendue à Oran



PHOTO: TUR

**L'OPEP va tenter de changer la psychologie d'un marché qui n'écoute que les annonces qui augurent de la baisse de la demande énergétique en 2009. Un pari difficile qui nécessite un grand coup et un suivi sans faille.**

Par  
El Kadi Ihsane

La réunion ministérielle de l'OPEP de mercredi à Oran devrait «en toute logique» décider d'une baisse de la production de brut supérieure à 2 millions de barils jours à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain. Plusieurs indicateurs le laissent transparaître à 48 heures de la réunion préliminaire des experts. Le plus révélateur des intentions du cartel est sans doute l'instruction donnée par l'Arabie Saoudite mercredi dernier pour la baisse de 10% de ses livraisons de pétrole pour le mois de janvier. Le groupe français Total fait partie des partenaires qui ont reçu cette instruction au titre des nominations des bateaux du mois prochain. Un expert près de l'OPEP a estimé ce week-end que cette baisse désormais officielle plaçait la barre très haut à la réunion d'Oran : «Il s'agit environ de 800 000 barils jours qui sont prélevés ainsi, près de 30% de la production saoudienne. Si les autres membres de l'OPEP s'alignent sur cette baisse, alors nous pouvons penser qu'elle approchera les 2,5 millions de barils jour. Le tout est de savoir si la baisse saoudienne s'ajoute à celle décidée en octobre dernier ou l'englobe.» La tendance est plutôt à l'optimisme à Alger où le ministre de l'Énergie et des Mines, Chakib Khelil, a déjà promis une annonce «surprise» à la réunion d'Oran, la fourchette de la baisse se situant entre 1,5 million et 2,5 millions de barils jour.

**LE RENFORT RUSSE POUR CONVAINCRE LE MARCHÉ**

Si l'ampleur de la baisse de la production OPEP qui se profile à Oran fait désormais peu de doute, la question demeure entière au sujet de la réaction du marché pétrolier les jours suivants. L'OPEP sera-t-elle prise au sérieux ? Et si oui cela suffira-t-il de stopper la spirale dépressive des prix ? «Il est important que les ministres parviennent à un accord rapidement pour bien montrer au marché qu'il n'existe pas de désaccord sur les décisions prises», explique l'expert algérien au sujet des enjeux in situ de la réunion d'Oran. Cependant, le paramètre supplémentaire qui devrait donner du crédit à la coupure de production du 1<sup>er</sup> janvier prochain est incontestablement la décision de la Russie de coopérer avec le cartel pour assurer «une meilleure régulation des prix du pétrole». Le président Medvedev a déclaré jeudi dernier lors d'une visite dans l'Oural qu'il était même prêt à envisager une adhésion à l'OPEP : «Je veux dire que nous y sommes prêts, nous devons nous défendre, c'est notre base des revenus, que ce soit le pétrole ou le gaz.

Or, de telles mesures de protection peuvent être liées tant à la diminution des volumes de production de pétrole qu'à la participation à des organisations de producteurs, déjà existantes, si nous arrivons évidemment à nous entendre», a déclaré le président dans une allusion supplémentaire à l'OPEP du gaz dont la Russie est avec l'Iran une fervente partisane. «A mon avis, nous ne devons exclure aucune variante. Je le répète - il s'agit de la base des revenus de notre pays, de son développement, et nous ne devons nous y guider sur aucun critère abstrait ni sur les recommandations d'autres organisations internationales. Il est question de nos intérêts nationaux. Et nous agirons comme nous le jugerons utile.» Et pour allier le geste à la parole, une importante délégation russe est atten-

due à Oran. Un doute subsistait sur l'identité de la personne qui la conduirait, le nom du Premier ministre Vladimir Poutine ne pouvait être confirmé à trois jours de la réunion.

## UN MARCHÉ QUI REGARDE VERS LA DEMANDE

A l'opposé de ce renfort russe de taille qui annonce une prise en charge de l'offre excédentaire de pétrole par les non Opep, la discipline interne de l'Opep elle-même n'est toujours pas certaine d'être acquise en dépit d'un baril sur le plancher des 40 dollars. La dernière coupure de production de 1,5 milliard de barils jours n'a jamais été répercutée totalement, «les pays les plus militants en faveur de la baisse de la production en défense des prix sont ceux qui le plus souvent ne rentrent pas dans leur quota de production». Les opérateurs de marché vont guetter le moindre signe de faiblesse dans la mise en œuvre de l'annonce d'Oran. La baisse effective de près de 800 000 barils jour du premier producteur de l'OPEP, l'Arabie Saoudite, «laisse les choses se présenter plutôt favorablement. La baisse devrait être considéré avec sérieux par le marché». Toutefois, le marché pétrolier est totalement tourné depuis le début de l'automne vers les perspectives de la demande énergétique et pas du tout vers celles de l'offre de pétrole. C'est pour cela qu'il a été beaucoup plus sensible - 10% de hausse sur une séance - à l'annonce par l'AIE, jeudi dernier, d'un rebond de la demande mondiale d'énergie dès 2009 qu'il ne l'a été par la baisse de la production de l'OPEP en octobre dernier. De même, en sens inverse, l'échec du plan de sauvetage du sec-

teur automobile américain devant le sénat a immédiatement retenti négativement sur le cours du brut à New York, vendredi dernier. «L'un dans l'autre la baisse de l'OPEP et la mobilisation de la Russie et d'éventuels autres producteurs non OPEP devrait contrebalancer les mauvaises nouvelles provenant de l'économie dans les pays consommateurs. Le prix du pétrole devrait se stabiliser entre 45 et 50 dollars durant cet hiver», pronostique l'expert à Alger. Le scénario d'un plongeon des cours en dessous des 30 dollars n'est pas à écarter pour autant : « Nous savons par expérience que le plancher des cours de pétrole n'existe pas. Les producteurs peuvent prélever des volumes de brut de leur côté et les opérateurs de marché anticipaient, du leur, une grave dépression de l'économie mondiale.» L'après-Oran sera tout aussi décisive que les annonces qui s'y feront. **E. K. I.**

### Spécial fin d'année 2008

**DUBAI  
ISTANBUL  
TUNISIE  
MARRAKECH**

Hôtel 3 & 4 étoiles  
au centre-ville  
Excursions + visites

**African Travel Service**  
021 71 05 29/18 - 021 71 98 07

**Pirog Voyages**  
021 60 30 72/73

**Djouli Tlemcen**  
043 26 30 25 - 27 70 95

**RSI Hassi Messaoud**  
029 73 49 99 - 73 40 15

PHOTO: TUR

## Développement des PME

## L'expertise italienne à la rescousse

Si l'Algérie est connue pour être un pays dont l'économie carbure aux seules ressources énergétiques que représentent le pétrole et le gaz, l'économie italienne s'est illustrée, par contre, par un maillage de petite et moyenne entreprises et qui en fait de l'Italie le 7<sup>e</sup> pays exportateur au monde.

Rome (Italie)  
De notre  
envoyé spécial

Dans le cadre du renforcement des relations algéro-italiennes, un mémorandum de coopération dans le domaine des PME et PMI a été signé en 2006 entre le ministre algérien des PME, Mustapha Benbada, et le secrétaire d'Etat italien au Commerce international, Mauro Agostini. Le mémorandum comporte plusieurs axes de développement de la coopération, notamment dans le domaine financier, institutionnel, commercial et industriel et s'est donné comme objectif le développement des échanges notamment en matière d'informations, de formation et de mise à niveau.

Et dans ce cadre de mise à niveau et de formation qu'une délégation algérienne, composée de représentants du ministère de la Petite et Moyenne entreprises et de l'Artisanat, des représentants de chambres de commerce et d'institutions financières (Finalep et FGAR) des responsables d'entreprises et exportateurs, a séjourné en Italie, où une semaine durant ce début de mois de décembre, plusieurs unités de production italiennes ont été visitées et l'expérience italienne en matière d'organisation et d'exportation exposée. Mais si du côté algérien, tirer profit de l'expertise et du savoir-faire italien n'est plus à démontrer, l'Italie pour sa part aspire à une meilleure présence sur le marché algérien et rompre avec une balance déficitaire avec l'Algérie. En effet, l'Italie importe d'Algérie pour plus de 5 milliards de dollars en produits énergétiques (pétrole et gaz) et n'exporte vers l'Algérie que près de deux milliards de dollars de produits et semi-produits destinés notamment au secteur du BTPH et à l'industrie.

#### CONSORTIUM ET DISTRICTS : UN LABEL EXCLUSIVEMENT ITALIEN

En Italie 99% des entreprises sont des PME dont 95% sont des micro-entreprises avec moins de 9 employés. Ainsi, la dimension de la PME italienne est inférieure à celle des autres Pays de l'Union européenne. 55% opèrent dans l'industrie manufacturière contre 35% dans l'Union européenne. La majeure partie des entreprises sont à caractère familial et opèrent dans les secteurs traditionnels. Des entreprises qui se regroupent en consortium à l'export au nombre de 420. Les premiers consortiums ont vu leur naissance dès 1970 afin d'aider les PME à exporter dans le monde entier. Quelques 200.000 entreprises exportatrices, réalisant un chiffre d'affaire à l'export de 356 milliards d'euros font de l'Italie un pays exportateur par excellence, dira M. Lorenzo Papi, responsable à Federexport, un groupe de consortium d'exportation, rencontré au siège de l'institut italien pour le commerce extérieur (ICE) à Rome. Pour lui, les PME face à l'export doivent dépasser plusieurs écueils comme le manque de ressources financières et professionnelles, une productivité basse et un manque d'investissement en recherche et innovation, entre autres. D'où, indique-t-il, la nécessité pour elles de « travailler



Délégation algérienne à l'usine de fabrication de cristal «La bottega» à Empoli (Toscane)

PHOTO : EL WATAN

ensemble». En s'organisant en consortium, M. Papi a estimé que les petites entreprises profiteront ainsi d'une réduction des coûts (services communs), auront un plus grand pouvoir de négociation et de grandes opportunités de financement. Comme elles auront à bénéficier d'une promotion conjointe, et surtout avoir accès à une formation en améliorant sa propre connaissance et maintenir des échanges bénéfiques d'idées et de projets avec les autres entrepreneurs.

A propos du financement du consortium, question à laquelle les membres de la délégation algérienne se sont beaucoup intéressés, M. Papi a indiqué qu'il s'agit d'un fonds, constitué par les versements obligatoires de toutes les entreprises associées, qui représentent le fonds de garantie envers les tiers. «Les consortiums d'exportation, surtout au début, ont des ressources limitées. Peu d'entreprises membres signifient un budget limité (cotisations des membres). Le Budget initial limité veut dire actions promotionnelles limitées, faibles performances, et perte de confiance des membres dans le consortium. Un soutien externe est important pour des projets de consortiums d'exportation de succès», a-t-il expliqué.

Revenant au modèle des consortiums, notre interlocuteur dira que les entreprises qui font partie des consortiums exportent le double que celles qui ne sont pas associées. Les entreprises associées aux consortiums

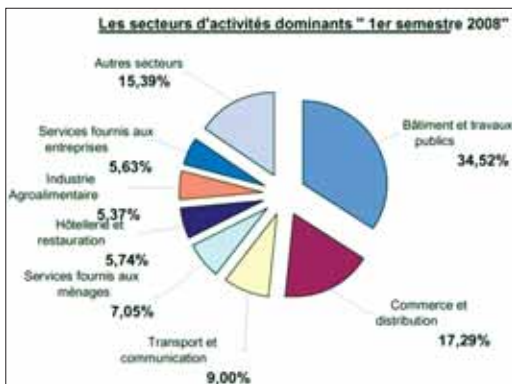
sont présentes dans un plus grand nombre de marchés.

Et de citer le cas de la Federexport, constitué en 1974, et composée de 120 consortiums d'exportation, 4500 entreprises associées issues des fédérations régionales de Piémont, Lombardie, Vénétie, Calabre et la Sicile. A lui seul, Federexport réalise 35 milliards d'euros, soit 10% de l'export italien. Autre atout, et non des moindres, ayant permis le décollage de l'économie italienne, est sans conteste le niveau de démocratisation avancée, où des pouvoirs importants sont délégués aux régions. Avec une organisation par district, selon les secteurs d'activité et une gestion efficiente des territoires, la spécialisation prend tout son sens. Ainsi, la région de Carrara est le pôle d'excellence du marbre, la Toscane pour les huiles d'olive et les vins, l'Ombrie pour la céramique, entre autres.

#### CAS DU DISTRICT DE LA CÉRAMIQUE À DERUTA

Petite commune de 9300 habitant, la commune de Deruta dans la province de Perugia (Ombrie) est un temple de la céramique artistique et traditionnelle. Une activité qui s'est manifestée il y a un peu plus d'un siècle (900), dira d'emblée M<sup>me</sup> Grazia Ranocchia, conseillère communale, rencontrée au siège de la municipalité. Quelques 1200 entreprises, dont beaucoup de petits artisans, représentent 70% de

l'économie de la ville. Une ville qui dispose d'un musée de la céramique et d'une école d'art afin de perpétuer la tradition. La municipalité compte défendre et protéger son label, dira la conseillère communale, citant le cas de produits céramiques chinois portant le label Deruta du nom d'une ville chinoise ! Comme pour les huiles d'olive, les vins ou le marbre, Deruta tient tant à son image de marque en matière de céramique. «Ici, nous avons tous les éléments constitutifs de la filière : les fours, la matière première, la transformation, etc. Et comme il y a les routes du vin comme en Toscane, celles des huiles d'olive, nous voulons créer à notre tour les routes de la céramique», dira M<sup>me</sup> Ranocchia. Cependant, tout n'est pas pour le meilleur des mondes à Deruta. Car depuis 2001, précise-t-on, le secteur de la céramique vit une crise sans précédent. A ce propos, Alberto Massone, consultant en marketing, a indiqué que sur les 1200 entreprises de 2001, il ne reste aujourd'hui qu'autour de 600 entreprises, estimant que la crise du secteur «revêt des aspects de plus en plus préoccupants». Pour lui, si la céramique de Deruta représente un pôle d'excellence apprécié au plan international, il n'en demeure pas moins qu'il n'est pas encore correctement reconnu en termes promotionnels et de protection, selon ses dires. Et d'indiquer que la commune de Deruta a lancé un projet «stratégique de revitalisation» du secteur, et qui prévoit des actions à court, moyen et long terme et dont certaines ont déjà été mises en place. Comme initiatives à court terme, il citera l'enregistrement du toponyme «Deruta» dans le monde entier et ordonnance avec le règlement d'usage de celui-ci, ainsi que la création d'une commission qui surveille le bon usage du label pour la fabrication de la céramique. Comme il est prévu, dit-il, un soutien pour la constitution du consortium «Deruta 1282» et qui compte aujourd'hui 48 entreprises associées. A court terme, il est prévu, selon M. Massone, un soutien par le paiement des salaires par la municipalité pour les entreprises ayant moins de 15 salariés ainsi qu'un soutien au crédit avec avis au niveau des intérêts sur les investissements pour toutes les entreprises du secteur. Comme il est demandé la reconnaissance de la part du ministère du district industriel de Deruta comme pôle d'excellence de la fabrication de la céramique artistique et traditionnelle. A moyen terme, il est prévu entre autre, la relance du prix international Deruta tous les deux ans à partir de 2009, l'utilisation du musée régional de la céramique comme «moteur de la promotion touristique et culturelle» ainsi qu'un renforcement des structures d'hébergement hôtelières et extra-hôtelières du domaine, en favorisant de nouvelles ouvertures. Avec un chiffre d'affaires d'environ 80 millions d'euros il y a quatre ans et qui tombe autour de 40 millions d'euros aujourd'hui, dont 60% des ventes à l'export, les responsables locaux de Deruta sont de plus en plus dévoués par la tournure prise par la crise.





Unité de production de marbre à Carrara

PHOTO : EL WARAN

Par ailleurs, la commune de Deruta compte entreprendre d'autres initiatives de développement d'autres activités hors du secteur de la céramique. M. Massone a indiqué que des actions sont à l'étude pour l'installation de nouvelles activités dans la zone artisanale ; ainsi qu'un soutien aux exploitations agricoles pour la reconversion des cultures et la valorisation des produits locaux typiques.

**ENTREPRISES ALGÉRIENNES À L'EXPORT : UN VRAI PARCOURS DE COMBATTANT**

Si du côté italien, l'on songe déjà à dépasser la crise et multiplie les initiatives afin de faire face à une conjoncture difficile imposée par la crise économique et financière mondiale due à une à une globalisation des échanges, la délégation algérienne est restée de marbre lorsqu'elle a eu à visiter quelques entreprises à Rome (technopole de tiburtino) à Rome, les unités de production d'huiles d'olives et de la céramique dans la région de l'Ombrie, visite du siège du consortium à l'export « Grosseto » et la fabrication du marbre à carrara.

Au fil des rencontres et des visites, Ms. Amrous Abdelaziz, directeur de la coopération au ministère de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat et Rachid Moussaoui, DG de l'agence

nationale de développement de la PME (ANDPME) n'ont cessé de réitérer le besoin d'aide notamment en matière de formation et d'échanges d'expériences. Il a été ainsi demandé l'envoi d'une équipe d'experts italiens pour l'étude de la filière huile d'olive en Algérie et proposer des solutions pour la moderniser, ce à quoi la partie italienne a répondu par l'affirmative. Une équipe d'experts italiens est attendue durant le premier semestre 2009 en Algérie. Il est en est de même pour le marbre. M. Amrous a, à ce propos, demandé une collaboration italienne pour l'exploitation du gisement de Felfella à Skikda, alors que de son côté, M. Moussaoui a fait savoir que les besoins à venir de l'Algérie en marbre sont très importants, citant les vastes chantiers lancés dans le bâtiment et autres projets structurants, grands consommateurs de marbre. « Le savoir faire italien nous intéresse » a-t-il déclaré. Une demande de création d'une école de marbre à Alger en collaboration avec l'Italie a été aussi formulée. Une proposition qui a beaucoup agréé M. Bencherif Saïd, producteur de marbre à l'Ouest du pays et pour qui, le projet est « hautement stratégique ». De son avis, « l'Algérie qui manque d'expertise dans le domaine ne peut pas se départir d'un gisement minier immense et qui peut être la ressource de l'après pétrole ». En outre, la partie algérienne a demandé une aide pour la constitution d'un consortium pilote à l'export pour les PME algérienne, et que semble prendre

très au sérieux les opérateurs ayant pris part à la visite.

A ce propos, M. Smail souyad, exportateur de produits agricoles (escargot et oignons vers l'Italie) et légumes pour la France a estimé qu'une telle initiative ne peut venir que des entrepreneurs eux mêmes. Pour lui, « les chambres de commerce n'ont rien fait jusque là et c'est aux exportateurs de s'organiser ». Et de citer les multiples écueils que rencontrent les exportateurs algériens : les banques, dit-il, préfèrent emprunter pour les opérations d'importation alors que les fonds institués par Algex tardent à venir. Et d'ajouter : « le transport maritime n'existe pas et le fret aérien est cher ». De quoi dissuader les plus téméraires ! De son côté, M. Bouharis Saadi, exportateur de dattes et produits du terroir, estime que l'opération d'exportation est un vrai parcours de combattant ! Se plaignant des moult tracasseries administratives, et d'un manque de logistique adéquate au niveau des douanes « qui ne dispose même pas d'un scanner pour marchandises », selon ses dires, M. Bouharis, a ironisé : « Quand on m'a demandé la photocopie légalisée de la carte magnétique, là je me suis dit qu'il y a quelque chose qui tourne pas rond dans ce pays ». D'autres opérateurs ont estimé pour leur part, qu'avant de parler d'exportation, il faut d'abord produire. Et là c'est déjà une tout autre question. Voir même un programme.

Mahmoud Mamart

**PME ALGÉRIENNES : LE PARENT PAUVRE DE L'ÉCONOMIE**

L'Algérie ambitionne de créer 100.000 PME d'ici 2009, selon le ministre chargé du secteur. Selon les statistiques du département de M. Benbada, la population globale des PME, à la fin du premier semestre 2008, est de plus de 432 000 PME. Des chiffres estime t-on, qui seront affinés et consolidés par les traitements statistiques relatifs aux « personnes physiques » et qui traduiront au mieux, les réalités de la sphère des PME qui, de l'avis du ministre, connaît « d'intenses développements » marqués par les créations des dizaines de milliers de TPE exerçant dans les activités commerciales et de production de services.

Les PME privées déclarées auprès des Caisses Nationales d'assurances (CNAS), constituent une population d'entreprises dont le nombre s'élevé à la fin de 1er semestre 2008 à 309 578 PME privées. Ces entreprises privées auxquelles s'ajoutent de 121 853 artisans enregistrés auprès des 31 Chambres de l'Artisanat et des métiers (CAM) constituent la composante majeure de la population des PME et représentent plus de 99% de l'ensemble. 15 580 nouvelles créations de PME au 1er semestre 2008 ; 1 353 réactivations (après arrêts temporaires) et 1 301 radiations. Les PME du secteur publique ne représentent qu'une infime partie de la sphère des petites et moyennes entreprises et des TPE. Durant le 1er semestre 2008 leur nombre a diminué par rapport au 1er semestre 2007. Il est passé de 711 à 637 PME. Il est clair que cette diminution en nombre, résulte d'un fait économique, marqué par la restructuration et la réorganisation du secteur publique dont la privatisation des entreprises est un élément majeur. Quant aux professions artisanales déclarées auprès des 31 Chambres de l'Artisanat et des Métiers (CAM), elles génèrent un total de 121 853 activités dont 121 011 artisans individuels. L'ensemble des activités en rapport avec l'artisanat emploie 15 714 personnes, toutes catégories confondues.

M. M.

**A PROPOS DE L'ICE**

■ L'Institut Italien pour le Commerce Extérieur (I.C.E., Istituto nazionale per il Commercio Estero) est l'organisme gouvernemental italien chargé de promouvoir les échanges commerciaux, les opportunités d'affaires et la coopération industrielle entre les entreprises italiennes et étrangères. Il favorise l'internationalisation des entreprises italiennes et leur enracinement sur les marchés extérieurs, a expliqué M. Carlo Lagana, directeur du département formation et études à l'ICE de Rome. Les activités de l'ICE, dit-il, sont financées par des fonds publics et privés provenant du Ministère italien du Commerce International, qui établit les directives et exerce un rôle de superviseur ; des entreprises, qui utilisent ses services de conseil, d'information et d'assistance. Avec ses 700 employés dont une centaine de bureaux régionaux et une autre centaine à l'étranger (Dans 80 pays dont le bureau de l'ICE à Alger qui a organisé le voyage), M. Lagana a souligné l'importance des bureaux régionaux et à l'étranger de l'ICE, qui « nous alimentent en information à mettre au service de notre développement dans le cadre de la globalisation ». La formation et l'information, sont de son avis les clés du succès des PME italiennes. L'ICE dispense à cet effet des cours dédiés à

matières économiques, légales et de communication pour jeunes diplômés italiens et étrangers ; une formation « interne » pour les entreprises et un « Master » sur le Commerce extérieur (Cor.C.E). Une formation online « e-learning » est aussi dispensée par l'ICE afin de former les jeunes et les entreprises chez eux. Le service d'information de l'ICE met à la disposition des entreprises des données statistiques, informations sur l'économie et les secteurs, les douanes, la législation fiscale, financière et monétaire, voir même des études personnalisées. En outre, il existe une collection constamment mise à jour de plus de 600 publications traitant des tendances économiques, des guides pays, des études sur les investissements, des analyses de risques pays, des monographies et des publications sectorielles. Sur le plan de la coopération multilatérale, l'institut aide les entreprises italiennes dans leurs activités de coopération internationale afin de leur faciliter l'accès aux financements des institutions internationales et d'encourager les opportunités de joint-venture et de partenariat technologique et industriel avec des entreprises étrangères. Comme il organise aussi des workshops, des rencontres bilatérales, des consultations en matière de recherche opérationnelle et dans le domaine financier pour les sociétés

Développement des zones de montagne et le renouveau rural

# Au stade des projections et des professions de foi

Le débat sur les zones de montagne revient sur les devant de la scène à la faveur de la mise en œuvre des nouvelles stratégies de développement agricole prônées par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Cette mise en œuvre a, en effet, entamé sa phase cruciale depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi portant orientation agricole, censée encadrer le programme de renouveau rural et agricole et aussi avec la signature des contrats de performance qui interviendra prochainement.

Tizi Ouzou  
De notre  
bureau

Etant conscients des enjeux, non des moindres, que représente l'espace rural dans le développement de l'économie agricole en Algérie, la loi portant orientation agricole met en avant, au chapitre des objectifs qu'elle vise, «le développement agricole et rural des zones de montagne à travers un reboisement harmonieux, la conservation de la nature et la protection des bassins versants». La place qu'occupent les zones montagneuses dans la sphère économique dans son ensemble alimente aussi le débat à l'occasion de la journée internationale de la montagne, coïncidant avec le 11 décembre de chaque année, et ce, depuis 2003.

Tenant compte de l'ensemble des aspects qui caractérisent l'économie agricole en Algérie, le rôle que devrait potentiellement jouer la montagne dans le processus de développement ne peut en aucun cas être occulté. Certes, dans le sillage des multiples mesures envisagées ces dernières années, le gouvernement semble manifester un intérêt relatif à l'égard des zones montagneuses, en escomptant de leur restituer la place qui devait être la leur à travers les projections envisagées pour le développement des activités agricoles en Algérie. Mais sur le terrain, les défis sont nombreux et le climat contraignant qui persiste retarde encore le défilé d'une réelle agriculture de montagne ou d'une économie rurale. Eu égard à son relief géographique fortement dominé par la montagne, (plus de 80% de la superficie totale de la wilaya est à caractère montagneux), la wilaya de Tizi Ouzou a ainsi toutes les latitudes pour être parmi les régions prioritaires en matière d'affectation des projets destinés à la relance de l'agriculture en zones de montagne. En tout cas, depuis la mise en œuvre de la nouvelle politique agricole, incarnée par le PNDRA, (Plan national de développement rural et agricole), de multiples efforts ont été consentis pour le soutien de certaines activités agric-



Les banques publiques sont appelées à mettre fin à leur politique d'austérité lorsqu'il s'agit d'octroi de crédits pour le financement des activités agricoles en zones de montagne

coles dans lesdites zones, mais, ce qui vient d'être fait jusqu'ici, à lui seul, ne suffit pas. Bien au contraire, les actions ayant été menées dans ce sens ont besoin d'être renforcées et multipliées davantage. En amont, l'agriculture de montagne dans la wilaya de Tizi Ouzou exprime un besoin considérable en matière de financement.

Les banques publiques sont, sur ce plan, appelées à mettre fin à leur politique d'austérité lorsqu'il s'agit d'octroi de crédits pour le financement des activités agricoles en zones de montagne. A cet égard, il y a lieu de relever que les agriculteurs dans la région de Tizi Ouzou se sont toujours plaints de la rigidité des banques lorsqu'elles sont sollicitées pour le financement de projets d'investissement dans les zones rurales et montagneuses.

Pourtant, il faut dire que les populations évoluant loin des sites urbains continuent d'afficher un engouement grandissant pour les activités agricoles. Mais, étant exclus des dispositifs de soutien lancés par l'Etat, ces derniers évoluent toujours dans des créneaux purement traditionnels et informels. C'est le cas des cultures oléicoles, par exemple, connaissant une forte concen-

tration au niveau local mais, faute d'un encadrement adéquat, les exploitants des oliveraies n'arrivent pas à dépasser les circuits traditionnels. L'industrialisation de cette branche d'activité demeure, en conséquence, un mythe irréalisable. D'ailleurs, ce n'est pas étonnant si la wilaya de Tizi Ouzou, dans son ensemble, ne compte aucune unité de conditionnement d'olives (toutes les olives de consommation proviennent des autres wilayas du pays sauf de Tizi Ouzou) ou d'une entreprise de transformation de l'huile d'olives selon les procédés modernes.

En aval, l'urgence est dans l'identification des activités en compatibilité avec la montagne. C'est-à-dire, la nécessité de distinguer entre les cultures et les élevages capables de s'acclimater avec la montagne. Sur ce plan, il s'agit de favoriser, surtout, l'arboriculture et les élevages susceptibles de s'adapter à la montagne.

Cependant, en ce qui concerne ce dernier créneau, il est nécessaire de relever que des pans entiers des populations rurales continuent de témoigner un grand intérêt pour les élevages, que ce soit ovin, bovin, avicole ou caprin, mais, en l'absence d'études adéquates et d'in-

formations sur le type d'élevages répondant aux conditions qui y prévalent, rares sont les exploitations agricoles qui réussissent en milieu rural dans la région de Tizi Ouzou. Pour mieux illustrer cette situation, il suffit de rappeler que les 700 éleveurs bovins agréés actuellement ne représentent qu'une partie du nombre total des éleveurs opérant au niveau de toute la wilaya de Tizi Ouzou.

Dans l'ensemble, les statistiques les plus récentes font état d'une croissance considérable qui touche toutes les filières d'élevage. La croissance de l'élevage ovin est de l'ordre de 40%, bovin (24%), avicole (41%). D'autres cultures comme la cerise et la figue, dont les hautes montagnes de Kabylie, constituent la terre de prédilection, doivent occuper une place stratégique dans toute politique de développement agricole à envisager au niveau local. Sans la prise en compte de tous ces paramètres, la nouvelle politique de renouveau rural et agricole, notamment dans son volet relatif au développement rural et à l'intensification de l'agriculture de montagne, risque de passer à côté des objectifs escomptés.

Mohamed Naïli

## LA FORÊT COUVRE 38% DU TERRITOIRE DE LA WILAYA

Le développement de la montagne ne peut aucunement être envisagé sans la préservation et la rationalisation de l'exploitation des richesses forestières. Le secteur des forêts occupe jusqu'à 38% de la superficie de la wilaya de Tizi Ouzou, à savoir 112 000 ha sur un total de 293 116 ha, selon la conservation des forêts de la wilaya. Mais cet important potentiel demeure confronté à de multiples contraintes rendant sa gestion et son exploitation aléatoires. Les incendies de forêt représentent, ainsi le premier fléau qui menace la pérennité des massifs forestiers

dans cette région du pays, sachant que chaque année, des dizaines d'hectares partent en fumée. Sur un autre plan, les cadres de la Conservation des forêts de la wilaya ont fait savoir, il y a quelque temps, qu'une importante partie du liège n'est pas récoltée en raison du climat d'insécurité qui plane dans la région. En effet, la présence de groupes terroristes dans certaines de ces zones empêche une meilleure exploitation de cette richesse. Par ailleurs, il est également utile de mettre en avant la question relative à l'occupation illégale des terrains relevant des

domaines forestiers. Depuis des années, en fait, de nombreux citoyens dans certaines communes de la wilaya de Tizi Ouzou ont fait main basse sur les terres appartenant aux services des forêts, soit pour y construire des bâtisses à usage d'habitation ou pour y planter des locaux à usage commercial ou professionnel. La Conservation des forêts de la wilaya a mis en garde les occupants illégaux de ces espaces mais, jusqu'à présent rien n'est encore fait pour la récupération des biens en question. M. N.

Zones de montagne et aménagement du territoire

# Erosion des sols et du... pouvoir d'achat

**Fatalité ou faiblesse d'une gestion peu regardante tournée vers le développement des zones rurales dans notre pays où les zones de montagne – particulièrement – sont les plus touchées par les aléas du temps souvent à l'origine d'une déchéance économique et sociale des populations qui y vivent ?**

**Bouira**  
De notre  
bureau

La question de l'aménagement des territoires, mais surtout celle d'assurer un développement durables dans ces zones reculées où les commodités de base font souvent défaut, se pose avec acuité au moment où les pouvoirs publics donnent bien l'impression d'y œuvrer en bon connaisseur et planificateur. La gestion de ces espaces (montagneux) est d'autant plus problématique que ce soit en matière d'administration proprement dite, du territoire, d'investissement économique et/ou d'exploitation des potentialités. Présentant le plus de complexité en la matière, la montagne représente, pour le cas de l'Algérie, une moyenne de 3,66% de la superficie globale du territoire national, soit 8 millions d'hectares. L'occasion de la célébration de la journée internationale de la montagne, le 11 décembre dernier, instituée le 30 janvier 2003 par les nations unies (ONU), est célébrée – dans notre pays – par la DGF (Direction générale des forêts), rappelle bien l'intérêt qui doit être accordé à ces massifs dont l'importance pour le développement d'une nouvelle approche est on ne peut mieux intéressante. En effet, le développement des zones de montagne est devenu depuis quelques années, un sujet prisé des spécialistes qui les présentent comme étant une nouvelle alternative où tous les secteurs relevant du social, économie, hydraulique, tourisme et écologie, trouvent leur comptes ; avec, bien évidemment, des potentialités exploitables à grande valeur ajoutée. Ainsi, la manifestation placée sous le thème de «La sécurité alimentaire dans les montagnes, il est grand temps d'agir», semble bien introduire un nouveau schéma de gestion de ces espaces jusque-là recueillis dans l'anonymat et la désuétude.

Selon la DGF c'est là «une occasion de sensibiliser l'opinion publique à l'importance des montagnes pour la vie sur terre, de mettre en lumière les opportunités et les contraintes de leur mise en valeur durable et de créer des partenariats qui apporteront des changements positifs aux montagnes».

## LA MONTAGNE, ENTRE IMPÉRATIF DE DÉVELOPPEMENT ET PRÉSERVATION

L'importance du développement durable des montagnes, est ainsi soulignée. Mais, que peut-on dire de ces zones aux multiples opportunités et à l'importance capitale quant au développement de nouveaux créneaux d'investissement à même de marier utilité économique et préservation de l'environnement et de l'écosystème ? C'est là une question qui se pose d'elle-même, car : l'interconnexion qu'il y a entre les impératifs de développement local et ceux de la préservation pure et simple de l'espace naturel n'est pas à démontrer. Les analystes parlent plutôt d'une relation antagonique qui, au lieu de



PHOTO : B. SOUHIL

créer une synergie active des efforts conjugués par les différents acteurs socio-économiques, semble bien opposer les deux finalités qui, en vérité, se complètent. L'absence d'harmonie et le manque d'engagement de la part des collectivités locales ainsi que des autres services des secteurs censés contribuer à l'essor des activités diverses permises à l'intérieur des territoires montagneux – les espaces protégés compris – constitue un handicap majeur pour le développement de ces zones. Pourtant, la création des parcs nationaux s'inscrit bien dans cette logique particulière liant préservation du patrimoine naturel et développement d'activités à même de préserver le patrimoine culturel local. Ce volet permet à ceux-ci (les parcs nationaux) d'être des supports pratiques aux activités scientifiques, pédagogiques, de sensibilisation, d'initiation et de découverte de la nature et des richesses qu'elle renferme.

Cela fait que tous les secteurs et autres acteurs sociaux doivent converger sur cet impératif qui est de contribuer à toute activité initiée par le parc. Sur ce, un document en notre possession, établi il y a quelques années, par des techniciens du parc national du Djurdjura, suggère la création d'un organe de coordination et d'orientation des activités des secteurs intervenant à l'intérieur et/ou dans les zones environnantes du parc. Un ensemble géographique qui peut bien jouer le rôle de vecteur économique enrichissant, surtout en ces temps de disette où les cours internationaux des denrées alimentaires vont crescendo. Les difficultés, au demeurant particulières, que rencontrent les populations montagnardes pour se procurer la nourriture adéquate se pose désormais avec acuité. C'est sur ce point que la célébration de cette année s'est focalisée, arguant du fait qu'«actuellement, avec l'augmentation des prix des denrées alimentaires dans le monde et les coûts accrus du transport vers les zones reculées, les communautés montagnardes sont contraintes de payer leur nourriture beaucoup plus cher». Or, l'impératif de développement de ces zones est beaucoup plus important que la demande accrue ne cesse de s'y faire sentir. L'approche globale et globalisante démontre amplement que cet impé-

ratif offre un éventail de perspectives notamment de lutte contre les insuffisances constatée et par la suite, le développement de nouveaux circuits de production et de création de richesses à même de permettre la fixation des populations rurales dans leurs milieux de vie.

## ÉROSION DES SOLS, CET AUTRE ÉCUEIL

Sur ce, le volet agricole à développer sur place, ne manque pas de poser de sérieuses problématiques. Car, comme il a été bien souligné par la DGF et la FAO, la perte de plus en plus substantielle du sol – un capital irremplaçable – semble bien constituer une hypothèque sérieuse quant à l'avenir des zones rurales. Ainsi, abordant le fait de l'érosion des sols, phénomène récurrent et non moins dangereux pour l'avenir de ces zones, l'on annonce pour l'Algérie une menace pesante d'érosion sur pas moins de 12 millions d'hectares situés en zone de montagne. 7 millions d'hectares, selon les chiffres de la DGF, sont déjà gravement atteints. A Bouira, l'une des wilaya du pays où l'on compte un nombre proportionnellement important des populations établies en zones montagneuses, la plus grande perte en matière d'érosion des sols ajoutée à la désertification, est enregistrée, particulièrement, au niveau de la zone sud (Hauts-Plateaux).

Face à cette situation, les pouvoirs publics ont certes entrepris des démarches à même de tracer un cadre stratégique de prise en charge des préoccupations de ces populations montagnardes, mais aussi pouvoir lutter de manière efficace contre ces phénomènes (érosion et désertification), entre autre initiation de projets de reboisement, arboriculture fruitière, amélioration pastorale..., mais sans que les résultats ne soient fiables et concluants.

Le manque de coordination avec les populations locales en est à l'origine de l'échec consommé notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de modernisation, de l'occupation et d'exploitation des espaces steppeiques. Ainsi et depuis quelques années, le phénomène des pertes du sol s'est proportionnellement aggravé, touchant certains territoires jusque-là épargnés. Le paysage

offre est plutôt apocalyptique, avec des versants de monticules qui se dénuent en s'offrant à l'action destructrice de l'eau et du vent. Par conséquent, de vastes étendues de terres arables se trouvent complètement emportées dans les ravins engendrant par la ce qui est advenu d'appeler l'envasement des ouvrages hydrauliques souvent réalisés à coût de milliards de Dinars.

Les statistiques établies à l'échelle nationale portent le niveau d'envasement de la capacité des barrages en exploitation à 11,2%, à laquelle s'ajoute, selon les chiffres de la DGF, quelques 120 millions de tonnes de terres arrachées annuellement, ce qui, à l'échelle planétaire, cause la perte de 25 millions de tonnes de sol, engendrant une diminution de la productivité des terres agricoles. D'autre part, et comme un malheur ne vient jamais seul, cette situation de perte éfrénée des sols se trouve accentuée par le phénomène de déboisement qui atteint des proportions énormes. Le couvert forestier de la wilaya de Bouira estimé à plus de 112 000 ha, couvrant les massifs du Djurdjura, l'Atlas Blidéen, les Bibans et le Titteri-Hodna, connaît de fortes dégradations ces dernières années. Les incendies de forêts, les coupes illicites, les défrichements, en sont les causes récurrentes.

Des effets que les pouvoirs publics tentent de mettre hors d'état de nuire avec en prime, la mobilisation d'une diversité de programmes à l'instar du plan national de reboisement, programme des Hauts Plateaux, Projets de proximités de développement rural, Projet d'emploi rural (PER II) ainsi que les différents travaux d'utilité publique. Des efforts qui prennent certes un seul volet de lutte, mais qui, en sous-basement entreprennent une dynamique de développement des milieux ruraux et de montagne pour qui la protection du patrimoine foncier exige autant d'efforts pour un aménagement rationnel du territoire et un développement durable assuré. Sur ce sujet, et suite à des rencontres de travail réalisées depuis le début de l'année entre les populations de montagne de plus de 40 pays, l'APMM (Association des populations des montagnes du monde), présidée par Jean Lassalle, il a été établi que «la mondialisation économique et une approche spécifique de conservation des milieux montagnards ne prenant pas en compte les problèmes de développement des femmes et des hommes qui y vivent, ont considérablement fragilisé les populations des montagnes partout dans le monde alors qu'elles représentent près d'un milliard d'êtres humains et occupent 35% de la superficie des continents».

Un constat qui rappelle bien, pour le cas spécifique des populations montagnardes de notre pays, que la politique de développement rural doit être impérativement articulée autour des objectifs majeurs de développement de l'économie, seul palliatif à la dégradation sans cesse grandissante des conditions de vie de ces populations.

La lutte contre l'érosion des sols et la préservation du milieu naturel de ces populations en est un impératif qui soit un pas énorme vers la création d'investissements adaptés et la génération de richesses durables à même de permettre la fixation de ces populations sur place et éviter la saignée engendrée par l'exode rurale.

*Yazid Khaber*

Effets de la crise économique sur les plus démunis

## 963 millions de sous-alimentés dans le monde en 2008

Le bilan de la famine dans le monde s'est alourdi du fait des prix élevés des denrées alimentaires et la crise économique qui ne présage rien de bon met en garde encore une fois la FAO.

Par Zhor Hadjam

Quarante millions de personnes supplémentaires ont rejoint cette année les rangs des sous-alimentés de la planète du fait principalement de la hausse des prix des denrées alimentaires, selon les estimations provisoires de la FAO. Cela porte le nombre d'affamés dans le monde à 963 millions, contre 923 millions en 2007. Ces chiffres alarmants ne seraient que transitoires puisque la FAO met en garde contre une autre augmentation du nombre des victimes de la faim et de la pauvreté, des suites de la crise économique et financière actuelle.

Malgré la chute des prix des denrées alimentaires depuis le début de l'année, les responsables de la FAO estiment que la crise alimentaire affecte toujours beaucoup de pays pauvres.

Des conclusions alarmantes qui sont contenues dans le rapport annuel de l'Organisation intitulé «L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008». Les problèmes structurels de la faim et du manque d'accès à la terre, au crédit et à l'emploi ainsi que les prix élevés des denrées alimentaires demeurent une réalité cruelle et pèsent selon la FAO sur le quotidien de millions de personnes dans le monde.

Les prix des principales céréales ont chuté de plus de moitié par rapport aux sommets atteints début 2008, mais ils restent élevés comparés aux niveaux des années précédentes. Bien qu'il ait fortement baissé au cours des derniers mois, l'indice FAO des prix des denrées alimentaires était, en octobre 2008, toujours plus haut de 28% par rapport à son niveau d'octobre 2006. Les prix des semences, des fertilisants (et d'autres intrants) ayant plus que doublé depuis 2006, les paysans pauvres n'arrivent plus, selon la FAO à augmenter leur pro-



Les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord sont en général ceux chez qui les taux de sous-alimentation sont les plus bas du monde en développement

duction, alors que les fermiers riches, notamment dans les pays développés, ont les moyens de faire face à la hausse des coûts des intrants et peuvent s'agrandir. Résultat: l'accroissement de la production céréalière dans les pays développés atteindrait au moins 10% en 2008 alors qu'il ne dépasserait même pas 1% dans les pays en développement. La grande majorité de la population sous-alimentée vit selon les estimations de la FAO dans les pays en développement. Ils étaient 907 millions en 2007, selon L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, sept pays rassemblant, à eux seuls, 65% de ces personnes: Inde, Chine, République démocratique du Congo, Bangladesh, Indonésie, Pakistan et Ethiopie.

Il est évident que des progrès dans ces pays très peuplés pourraient avoir d'importantes répercussions sur la diminution générale de la faim dans le monde, indique le rapport publié par la FAO. L'Asie étant très peuplée et les progrès en matière de réduction de la faim étant

relativement lents, environ deux tiers des sous-alimentés du monde vivent dans cette région, soit 583 millions de personnes en 2007. Côté positif, certains pays d'Asie du Sud-Est comme la Thaïlande et le Viet Nam sont sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de réduction de la faim du Sommet mondial de l'alimentation. Mais l'Asie du Sud et l'Asie centrale ont essuyé des revers dans ce domaine, selon le rapport. En Afrique subsaharienne, une personne sur trois (soit 236 millions en 2007) souffre de faim chronique.

Cette partie du monde possède la plus forte proportion de personnes sous-alimentées par rapport à la population totale, selon le rapport de la FAO. L'augmentation du nombre de sous-alimentés est due, en grande partie, à un seul pays: la République démocratique du Congo. Secoué en permanence par des conflits de grande ampleur, ce pays a vu son nombre de personnes souffrant de faim chronique passer de 11 à 43 millions d'individus (en 2003-05) alors que la

proportion de personnes sous-alimentées augmentait de 29 à 76%. Le Ghana est le seul pays qui soit parvenu à atteindre les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et ceux du Millénaire pour le développement. La croissance de la production agricole a joué un rôle déterminant à cet égard. L'Amérique latine et les Caraïbes ont obtenu, estime le rapport de la FAO, les meilleurs résultats en matière de réduction de la faim, mais c'était avant la flambée des prix des denrées alimentaires. Celle-ci a accru le nombre d'affamés dans cette partie du monde, le portant à 51 millions de personnes en 2007. Les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord sont en général ceux chez qui les taux de sous-alimentation sont les plus bas du monde en développement. Mais les conflits, notamment en Afghanistan et en Irak, ainsi que la hausse des prix des denrées alimentaires ont fait passer le nombre de sous-alimentés de 15 millions en 1990-92 à 37 millions de personnes en 2007. **Z. H.**

### Indonésie

## 7,5 milliards de dollars de recettes touristiques en 2008

■ L'Indonésie a engrangé 7,5 milliards de dollars de recettes touristiques en 2008, a annoncé mardi à Bali le ministre indonésien du Tourisme, Jero Wacik. Cité par l'agence de presse indonésienne Antara, il a souligné que le nombre prévu de visiteurs étrangers au cours de l'année devait passer de 6,4 à 6,5 millions.

Le ministre a indiqué que ce chiffre était un nouveau record national quoiqu'il soit toujours en deçà de l'objectif de 7 millions fixé par le gouvernement. Le gouvernement indonésien a également décidé de poursuivre son programme "Visiter l'Indonésie" et l'accent sera mis en 2009 sur le tourisme maritime et la promotion des rencontres, des incitations, des conventions et des exhibitions (MICE), a-t-il indiqué. (APS)



### Ligue de football américain (NFL)

## SUPPRESSION DE 150 EMPLOIS

La Ligue de football américain (NFL) a annoncé qu'elle allait supprimer près de 150 emplois au cours des deux prochains mois en raison de la crise économique. "C'est une étape difficile et douloureuse, a déclaré le commissaire de la NFL, Roger Goodell, dans une note aux employés de la Ligue. Mais elle est nécessaire étant donné le contexte économique actuel". "J'aimerais pouvoir dire que nous sommes immunisés contre



les difficultés qui nous entourent, mais ce n'est pas le cas, a-t-il ajouté. Avec une bonne gestion, j'ai confiance dans le fait que la NFL en sortira plus forte, plus efficace et sera

prête à saisir des opportunités de croissance à long terme". Ces suppressions d'emplois, qui toucheront un peu plus de 13% de l'ensemble du personnel de la NFL aux États-Unis, fort de 1100 personnes, devraient être mises en oeuvre d'ici au Super Bowl, qui aura lieu à Tampa (Floride), le 1er février. La NFL avait annoncé le mois dernier qu'elle réduirait d'environ 10% le prix des billets pour la prochaine saison. (AFP)

La Chine n'échappe pas à l'impact de la crise

# Baisse des investissements étrangers et des exportations

La Chine a accusé en novembre une double baisse de ses exportations et des investissements étrangers, nouveau signe de l'emprise de la crise économique mondiale sur son économie, selon des chiffres officiels publiés le 10 décembre.

Tout en enregistrant le mois dernier un nouvel excédent commercial record, de 40,1 milliards de dollars, la Chine a vu baisser de 2,2% sur un an ses exportations, encore en progression de 19,2% le mois précédent, ont annoncé les Douanes. Il s'agit du premier recul des exportations depuis 2001, selon l'agence officielle Chine Nouvelle reprise par l'AFP. L'excédent résulte principalement de la baisse brutale des importations (-17,9%) dû à la chute des prix des matières premières, comme le pétrole, selon Qu Hongbin, analyste de HSBC à Hong Kong. "Le déclin à la fois des importations et des exportations montre que la Chine, en tant qu'usine de la planète, ne peut absolument pas échapper" à l'impact de la récession mondiale, a-t-il ajouté.

Autre manifestation de la crise: la chute de 36,52% en glissement annuel des investissements directs étrangers (IDE), qui décéléraient depuis dix mois, et ont représenté 5,32 milliards de dollars en novembre. Cela a ramené leur progression depuis le début de l'année à +26,29%, période durant laquelle ils ont totalisé 86,42 milliards de dollars. Pour les experts, le ralentissement des IDE -- qui étaient encore en hausse de 35% sur les dix premiers mois de l'année, après +40% sur les neuf premiers mois -- est lié à la crise internationale du crédit qui raréfie les financements des investisseurs potentiels, ou les pousse à l'attentisme, par aversion du risque. La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnu-



Après trois ans de hausse ininterrompue, la monnaie chinoise stagne depuis juillet et a même connu un épisode de faiblesse qui a inquiété les marchés la semaine dernière

ced) avait estimé dès septembre que les flux mondiaux d'IDE baisseraient de 10% en 2008 après une année record en 2007, à cause de la crise financière. Mais la CnuCED avait souligné que cinq destinations restaient attirantes pour les multinationales des pays développés: les Etats-Unis et les quatre principaux pays émergents ou BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Pour Sherman Chan, la Chine reste effectivement "un marché au formidable potentiel", mais "ce n'est pas le meilleur moment pour y faire son entrée". La croissance chinoise a ralenti à +9% au troisième trimestre, son niveau le plus faible en plus de cinq ans et la Banque

mondiale prévoit une croissance sous la barre des 10% cette année (+9,4%), qui tomberait +7,5% en 2009. "Depuis le début de l'année, de nombreuses usines axées sur l'exportation ont fait faillite ou ont dû fermer. La production industrielle, faible en octobre, devrait encore décliner en novembre" faisant "perdre de leur motivation" aux investisseurs étrangers, a commenté Lu Zhengwei, économiste de Industrial Bank. Mais l'économiste souligne aussi qu'un des attraits passés du marché chinois -- l'appréciation continue du yuan face au dollar -- n'est plus là. Après trois ans de hausse ininterrompue, la monnaie chinoise stagne

depuis juillet et a même connu un épisode de faiblesse qui a inquiété les marchés la semaine dernière. "Les capitaux spéculatifs qui pariaient simplement sur l'appréciation du yuan, fuient le pays. (Les craintes) de dévaluation et des marges de taux d'intérêt se réduisant, ont découragé les spéculateurs qui avaient tablé sur une montée du yuan", a dit M. Lu. En revanche, une dépréciation consécutive "pourrait relancer l'intérêt de ceux qui projettent de vrais investissements comme la construction d'usines", en diminuant leurs coûts et en soutenant les exportations, a-t-il ajouté.

R. E.

L'adhésion de la Russie à l'OMC

## «Une priorité mais pas à tout prix»

■ L'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) reste "une priorité" pour la Russie, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, soulignant toutefois que Moscou n'allait "pas se battre" pour entrer à n'importe quel prix à l'OMC. "L'adhésion à l'OMC reste une priorité inchangée de la politique extérieure russe", a déclaré M. Lavrov lors d'une rencontre avec l'Association des hommes d'affaires européens. Mais Moscou ne va "pas se battre pour adhérer à l'OMC", a-t-il ajouté. "La qualité (du processus) est plus importante pour nous que les délais" de l'adhésion, a-t-il insisté. "Au moment de la crise (économique actuelle), il vaudrait mieux rester en dehors de l'organisation", mais "nous regardons vers l'avenir et nous nous rendons compte de notre responsabilité", a observé M. Lavrov. Après de longues et tortueuses négociations, l'adhésion de la Russie à l'OMC avait été remise en cause en août à la fois par Moscou et par les Etats-Unis après l'intervention de l'armée russe en Géorgie. Les autorités russes ont réaffirmé, depuis, leur volonté d'intégrer le saint des saints du commerce mondial. La demande d'adhésion de la Russie à l'OMC, dont le processus a démarré il y a 15 ans, doit être réexaminée à la fin janvier. (AFP)



PHOTO: DR

Foire Art Basel de Miami

## La crise économique invitée surprise

■ La foire d'art contemporain Art Basel de Miami Beach en Floride, qui vient de s'achever, n'a pas été épargnée par la crise économique et les galeristes assurent que le chiffre d'affaires réalisé est en baisse par rapport aux éditions précédentes. Art Basel de Miami Beach est la déclinaison américaine d'Art Basel, la plus grande foire d'art contemporain au monde, créée à Bâle il y a 39 ans et qui se déroule chaque été en Suisse. Bien que les organisateurs de la foire de Miami, la plus importante aux Etats-Unis, n'aient pas fourni de données sur le volume total de ventes réalisées, la plupart des galeristes ont assuré que leur chiffre d'affaires avait chuté. "Nous avons connu des années d'or avec d'importantes ventes, mais maintenant la réalité est différente et nous l'avons ressentie", a dit Cristobal Riestra de la galerie mexicaine OMR. Sa meilleure vente a été une œuvre de l'artiste mexicain Pablo Vargas Lugo, appelée "Fortune 5" et montrant, étalées sur une table et dans un appartement, des centaines de pièces de monnaie dont la valeur est fixée par une montre gravée sur les pièces. Vendue 35.000 dollars, l'œuvre mettait en avant le lien qui existe entre le moment où une œuvre est vendue et sa valeur. La galerie mexicaine, présente chaque année à la foire de Miami

depuis sa création il y a sept ans, a réalisé un chiffre d'affaires total d'environ 100.000 dollars, contre trois fois plus les années précédentes, a indiqué M. Riestra. Des experts en art plastique, et des médias spécialisés comme "Art Newspaper", ont indiqué que le chiffre d'affaires réalisé par les galeristes avait diminué de 30 à 50%



PHOTO: DR

Rapport de la BM sur les perspectives économiques 2009

# «La récession mondiale atteint les pays en développement»

Un nouveau rapport de la Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales 2009, examine l'impact de la crise financière sur la croissance du PIB dans chacune des régions du monde et note partout un net ralentissement, y compris dans les pays en développement jusqu'ici moins touchés.

Par  
Zhor Hadjam

Ce rapport, qui a pour sous-titre : Commodities at the Crossroads ("Un tournant décisif pour les produits de base"), révèle qu'à l'avenir la demande et l'offre de produits de base, comme le pétrole et les denrées alimentaires, pourront atteindre un équilibre à condition d'adopter des politiques adaptées dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture.

Pour ce qui est des pays en développement le pessimisme est le même que pour les pays les plus riches. Selon la Banque mondiale la région Moyen-Orient et Afrique du Nord semble avoir bien résisté en 2008, avec une croissance maintenue à 5,8 %, mais ce chiffre global masque des fluctuations considérables au niveau du commerce, de la balance courante et des conditions du financement extérieur. Les pays exportateurs de pétrole étant confrontés, note l'institution internationale à une baisse de revenus en 2009, la croissance régionale ne devrait pas dépasser 3,9% en 2007.

En Afrique subsaharienne, la croissance a augmenté en 2008 atteignant 5,4%, mais devrait retomber à 4,6% en 2009, souligne la Banque mondiale. Dans la région Asie de l'Est et Pacifique, on estime que la croissance du PIB devrait ralentir à 8,5 % en 2008 et descendre à 6,7 % en 2009. La région était confrontée



Robert Zoellick, président de la Banque mondiale

tée à une vente massive d'actions et à une chute importante du volume des exportations. La croissance de la Chine devrait passer de 9,4% en 2008 à 7,5 % en 2009, toutefois le plan de relance d'un montant de 586 milliards de dollars annoncé récemment par le gouvernement pourrait faire remonter la croissance à 8,5% en 2010. La croissance du PIB en Europe et en Asie centrale devrait descendre à 5,3% en 2008, et jusqu'à 2,7% en 2009. Ce déclin découle de la baisse des investissements, liée à

des conditions de financement difficiles, et à la diminution de la demande sur le marché de l'exportation. La croissance en Russie ne devrait pas dépasser 6 % en 2008, contre 8,1 % en 2007, conséquence de la crise bancaire et de la baisse du prix du pétrole. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, la vulnérabilité de la croissance du PIB (4,4% en 2008 selon les prévisions) met sous pression le secteur de l'investissement privé. La baisse du prix des produits de base pourrait entraîner un déficit de la

balance courante pour des pays fortement exportateurs, tels que l'Argentine. D'autres, comme le Brésil et le Mexique, vont voir chuter leurs exportations en direction des Etats-Unis et de l'Europe, frappés par la récession. La situation devrait se dégrader dans la région en 2009, avec une croissance du PIB chutant à 2,1 %, en raison de la baisse des dépenses d'investissement. La croissance en Asie du Sud est passée à 6,3% en 2008 contre 8,4 % en 2007, et devrait descendre à 5,4 % en 2009. La hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, le resserrement du crédit et la baisse de la demande internationale se sont répercutés sur les comptes extérieurs et ont provoqué un ralentissement de la croissance de l'investissement. C'est en Inde et au Pakistan, où la production industrielle a véritablement chuté, que le déclin est le

plus sensible. Dans la section consacrée au panorama de l'économie mondiale, le rapport prévoit une baisse de la croissance mondiale du PIB de 2,5 % en 2008 à 0,9 % en 2009. La croissance des pays en développement, vigoureuse en 2007, avec un taux atteignant 7,9 %, devrait retomber à 4,5 % en 2009. Les pays riches connaîtront vraisemblablement l'année prochaine une croissance négative.

Z. H.

## Banque mondiale Deux milliards de dollars sans intérêt aux pays pauvres

■ La Banque mondiale a annoncé le lancement d'une offre de prêts d'urgence, à long terme et sans intérêt, destinée aux pays les plus pauvres du monde. Cette facilité sera dotée de deux milliards de dollars. "La facilité de réponse d'urgence à la crise de l'Association internationale de développement (AID), approuvée par le conseil d'administration de la Banque mondiale, va permettre au groupe Banque mondiale de

fournir un financement rapide à des programmes de sécurité sociale, d'infrastructures, d'éducation et de santé", a indiqué l'institution multilatérale dans un communiqué. L'AID est la filiale de la Banque mondiale qui fournit des prêts aux 78 pays les plus pauvres. Ses ressources disponibles sont de 42 milliards de dollars, selon la Banque mondiale. Sur l'exercice 2007/2008 (clos fin juin), ses engagements (prêts, subventions, investissements,

garanties) se sont montés à 11,2 milliards de dollars. "Nous ne pouvons pas nous permettre de faire le travail habituel. Nous avons besoin d'un plan de sauvetage humain, pas seulement d'un plan de sauvetage financier, et nous avons besoin d'une capacité de réaction nouvelle pour nous assurer que l'argent parvient rapidement là où il est le plus nécessaire", a déclaré le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick.

Sony

## UNE USINE EMPLOYANT 560 PERSONNES, FERMÉE AUX ETATS-UNIS

■ Le groupe japonais d'électronique Sony, qui vient de dévoiler un vaste plan de restructuration pour s'adapter au ralentissement économique mondial, va fermer dans les prochains mois un site de production aux Etats-Unis, a annoncé sa filiale américaine. "Le groupe va mettre fin à la totalité des activités du site de Westmoreland County au cours des 16 prochains mois, en commençant par la fabrication de téléviseurs d'ici la fin février", a indiqué Sony dans un communiqué. Ce site, situé en Pennsylvanie (nord-est des Etats-Unis), emploie 560 personnes, dédiées à la fabrication de téléviseurs à écrans à cristaux liquides, au service après-vente et à la logistique. Sony dispose d'un autre site de fabrication de téléviseurs pour l'Amérique du Nord, à Baja au Mexique. Celui-ci "sera en mesure de répondre à la demande attendue

pour ce marché dans la région dans un futur proche", selon Sony. "L'environnement économique actuel est le facteur décisif qui nous a conduit à prendre la décision stratégique de réduire nos capacités non seulement aux Etats-Unis mais partout dans le monde", a souligné la direction du groupe. "Cette mesure fait partie des fermetures de sites que Sony a récemment annoncées et qui interviendront au niveau mondial jusqu'en mars 2010". La maison mère Sony a annoncé quelques heures plus tôt au Japon un vaste plan prévoyant la suppression de 5% des effectifs permanents de l'activité électronique, soit 8.000 emplois dans le monde. Le groupe prévoit de fermer 10% de ses 57 sites de fabrication existants, dont celui de Pontonx-sur-Adour (312 personnes) dans le sud-ouest de la France. (AFP)

Recul du PIB en Italie

# Entrée en récession confirmée au troisième trimestre

L'Italie est entrée en récession au troisième trimestre, période au cours de laquelle son PIB a reculé de 0,5%, selon la deuxième estimation de l'Institut national de statistique Istat, qui confirme ses premiers chiffres de la mi-novembre.

Par rapport au troisième trimestre 2007, le PIB s'est contracté de 0,9%, a également confirmé l'Institut. Au deuxième trimestre, le PIB s'était déjà replié de 0,4% par rapport au premier trimestre. Le recul du PIB au troisième trimestre est dû à une baisse de la demande nationale globale et de la demande étrangère de 0,3% ainsi qu'à un repli des investissements de 0,4%, a précisé l'Istat. En revanche, la consommation des ménages a continué à légèrement progresser de 0,1%. Par secteurs, la valeur ajoutée de l'agriculture s'est repliée de 3%, celle de l'industrie de 1,4% (construction comprise) et celle des services de 0,2%. L'Italie n'avait pas connu de récession technique (deux trimestres consécutifs de recul du PIB) depuis le dernier trimestre de 2004 et le premier trimestre de 2005, où le PIB s'était contracté de 0,2% et de 0,1%. Et un sombre quatrième trimestre semble désormais se profiler pour la troisième économie de la zone euro, la production industrielle ayant reculé à nouveau de 1,2% en octobre, selon des données publiées également par l'Istat. Le gouvernement de Silvio Berlusconi table toujours officiellement sur une croissance de 0,1% en 2008 et de 0,5% en 2009, mais ses prévisions ont été établies en sep-



Le gouvernement de Silvio Berlusconi table officiellement sur une croissance de 0,1% en 2008 et de 0,5% en 2009

tembre, avant l'aggravation de la crise. Selon l'Istat, l'acquis de croissance (taux de croissance assuré d'être atteint, si la croissance est égale à 0 au dernier trimestre) pour l'Italie à la fin du troisième trimestre est déjà négatif à -0,3%. Dans ses dernières prévisions, l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a indiqué qu'elle s'attendait à un recul du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Italie de 0,4% cette année et de 1% en 2009, tandis que le FMI prévoit un recul de

0,2% en 2008 et de 0,6% en 2009. Afin de contrer la récession, le gouvernement a adopté fin novembre un paquet de mesures à destination des familles et des entreprises, mais ses marges de manœuvre sont limitées en raison de l'énorme dette publique du pays. D'un montant d'environ 6 milliards d'euros pour 2009, elles prévoient notamment un bonus pour les familles modestes, des déductions fiscales pour les entreprises et une augmentation des ressources pour financer le chôma-

ge technique. Il a également prévu d'injecter des fonds dans les banques afin qu'elles augmentent le montant de leurs prêts aux entreprises pour faire repartir la machine économique. Au total, le gouvernement chiffre son intervention à 80 milliards d'euros sur plusieurs années, mais selon l'opposition de gauche, l'utilisation de la majeure partie de ces fonds, attribués notamment par l'Union européenne pour la construction d'infrastructures, était déjà prévue avant la crise. (AFP)

France

## La production industrielle chute de 2,7% en octobre

La production industrielle française s'est contractée de 2,7% en octobre par rapport à septembre, sous l'effet d'une "très forte chute" de l'automobile, a annoncé l'Institut de statistique, Insee. La production manufacturière (hors énergie et industries agricoles et alimentaires) a baissé de 3,2% tandis que l'industrie automobile, fortement touchée par la crise internationale, accusée à elle seule un recul de 14,3% en octobre par rapport à septembre. La production automobile avait déjà baissé de 5,9% le mois précédent. Sur douze mois, la production automobile s'effondre de 29,2%, "du jamais vu" depuis janvier 1991, relève l'économiste

Marc Touati (Global Equities), qui juge que ce secteur "est bien en train de vivre la crise la plus grave de son histoire". Pour la ministre de l'Economie Christine Lagarde, cette chute "montre à quel point le plan de relance" dévoilé la semaine dernière par le président Sarkozy "est nécessaire". Le volet "consacré au soutien de la filière automobile répond à l'évidence à un besoin urgent", constate-t-elle dans un communiqué. L'activité dans la construction, autre secteur menacé par le ralentissement économique, est en revanche stable (0%, après +0,9% en septembre). L'automobile et la construction sont les deux secteurs visés par le plan de relance de l'économie de

Niger

## Production céréalière en hausse de 37% en 2008

Le Niger, souvent confronté à de graves disettes, a enregistré cette année une production céréalière de plus de 4,6 millions de tonnes, en hausse de 37% par rapport à 2007, a indiqué le ministère du Développement agricole, repris par l'AFP. La production brute de céréales de base (mil, sorgho, maïs et fonio) a atteint 4.625.540 tonnes en 2008 contre 3.368.716 t lors de la précédente campagne, d'après des données communiquées à l'AFP par la direction des statistiques agricoles de ce ministère. Si l'on soustrait les pertes et les quantités réservées aux semences de la prochaine campagne, la production céréalière disponible en 2009 est de 3.905.009 t. La performance agricole du Niger cette année est due à "une bonne pluviométrie" et à "une faible pression parasitai-



re", a expliqué une source à la direction des statistiques agricoles. La production disponible pour 2009 suffira à "couvrir largement" les besoins du pays évalués à 3.303.742 t de céréales, d'après les projections du ministère. Le Niger doit néanmoins importer du riz et du blé pour couvrir ses besoins, a récemment déclaré devant les députés le ministre du Développement agricole, Mahaman Moussa. Pays désertique, le Niger ne dispose que d'une saison des pluies (juin à septembre) et tout retard prolongé peut compromettre les récoltes céréalières dont dépend plus de 80% de la population.

En 2005, quelque 3,2 millions de personnes avaient été frappées par de graves pénuries alimentaires, consécutives à la sécheresse et aux attaques de criquets pèlerins à l'issue de la cam-

L'internationalisation de la recherche et développement

# Une activité en vogue



Aujourd'hui, la mondialisation de l'économie et la globalisation des marchés se sont, plus que jamais, accentuées grâce à l'internationalisation des flux financiers et commerciaux et à l'implantation à l'étranger des entreprises.

Par  
Hamid  
Bettahar (\*)

**E**n effet, on assiste désormais à une délocalisation accrue des activités de production des multinationales au-delà des frontières nationales et à une augmentation spectaculaire de l'investissement direct à l'étranger (IDE). Par conséquent, les frontières entre États et zones économiques s'estompent davantage et l'étau concurrentiel se resserre de plus en plus autour des entreprises moins compétitives et peu innovantes. Ceci dit, face à la concurrence internationale, l'internationalisation des activités de science, de recherche appliquée ou fondamentale et de technologie s'intensifie à un rythme soutenu et à une ampleur sans précédent.

C'est notamment l'internationalisation des activités de R&D des firmes multinationales qui jalonne ce phénomène nouveau dans le processus de la mondialisation économique. Les multinationales l'ont déjà compris

**Les multinationales l'ont déjà compris depuis longtemps. Une entreprise qui ne fait pas de recherche et celle qui n'internationalise du moins une partie des ses activités de R&D vogue à contre-courant des nouvelles conditions de la compétitivité internationale.**

depuis longtemps. Une entreprise qui ne fait pas de recherche finira tôt ou tard par disparaître, celle qui n'adapte pas sa recherche à sa stratégie industrielle dépense de l'argent inutilement et celle qui n'internationalise du moins une partie des ses activités de R&D vogue à contre-courant des nouvelles conditions de la compétitivité internationale.

Selon le rapport de l'OCDE, la R&D industrielle s'internationalise de plus en plus, et au cours des dix dernières années, elle est devenue l'activité des multinationales la plus dynamique, juste derrière les fusions-acquisitions et l'investissement direct à l'étranger. Traditionnellement, les multinationales maintiennent les activités de R&D, considérées comme stratégiques, au

niveau central, autrement dit, au sein de la maison mère et les travaux, généralement mineurs, de R&D réalisés dans les filiales à l'étranger sont seulement destinés à adapter les technologies développées dans le pays d'origine aux conditions locales. Dorénavant, les multinationales accompagnent cette recherche d'adaptation à l'étranger par des activités de R&D plus créatives et plus innovantes. Il est évident que la course effrénée des entreprises en matière d'innovation ainsi que la recherche acharnée de voies et moyens pour réduire les coûts et les risques liés à la R&D, ont poussé beaucoup d'entreprises à s'ouvrir sur le marché international afin d'acquérir savoir et technologies mais aussi afin de se mettre à proximité des sources externes d'innovation et de développement technologique. Toutefois, nul ne peut ignorer le rôle moteur des TIC dans le processus d'internationalisation en contribuant à

la création de nouvelles formes de collaboration et d'entrepreneuriat, en facilitant la gestion d'activités d'innovation géographiquement éparpillées et en permettant la délocalisation stricto sensu de toute ou une partie de l'activité de R&D des entreprises.

Selon le rapport de l'OCDE, l'exécution et le financement de la R&D industrielle sont deux opérations selon lesquelles plusieurs modes d'internationalisation prennent forme. Parmi les formes d'exécution, il est possible de distinguer les modes suivants :

- l'établissement d'activités de R&D par des filiales sous contrôle étranger dans le pays d'accueil.
  - l'implantation de laboratoires de R&D à l'étranger par des pays investisseurs (Pays d'origine).
  - la création de joint-ventures localisées dans un des pays investisseurs voire dans un pays tiers.
  - les accords de coopération ou les alliances technologiques entre groupes indépendants appartenant à des pays différents, ayant ou non des liens financiers.
  - les différentes formes de sous-traitance internationale en matière de R&D.
- Pour sa part, le financement peut prendre aux moins deux formes différentes :

- le financement des activités de R&D en provenance et à destination de l'étranger entre firmes ou institutions sans liens financiers.
  - Le financement de R&D en provenance et à destination de l'étranger entre firmes qui ont des liens financiers ou appartiennent aux mêmes groupes.
- Le présent rapport se contente, pour des raisons de disponibilité des données, d'examiner certaines formes de la R&D à savoir, en priorité et pour la

majorité des pays de l'OCDE, l'évolution de l'activité de R&D des filiales étrangères dans les pays d'accueil.

1- croissance et financement de la R&D des filiales étrangères dans les pays d'accueil

Selon le rapport, depuis 1995, les dépenses de R&D des filiales sous contrôle étranger de la zone OCDE progressent plus rapidement, passant de 34 milliards USD en 1995 à 71 milliards USD en 2003 (soit une croissance nette de 110%), par rapport au chiffre d'affaires des filiales sous contrôle étranger et aux importations totales, mais aussi par rapport à la croissance des dépenses de R&D des firmes sous contrôle national (on parle d'une croissance des dépenses de R&D des firmes sous contrôle étranger 0.4 à 4 fois plus vite que celle des

firmes sous contrôle national). Cependant, l'accélération des fusions-acquisitions sur la même période, rend de la progression de l'investissement direct (une croissance nette de 206%) plus forte que celle des dépenses en R&D.

Les investissements directs étrangers (IDE) jouent un rôle fondamental

dans l'internationalisation de la R&D et les entreprises, qui détiennent la part du lion de ces IDE, sont souvent celles qui dépensent le plus en R&D. Le dynamisme de la R&D des filiales sous contrôle étranger est important dans la croissance et l'innovation des pays d'accueil.

Dans certains pays comme le Royaume-Uni et les Pays-Bas, c'est grâce à la croissance des dépenses des filiales étrangères que les dépenses de R&D de l'industrie n'ont pas enregistré de taux négatifs.

**Il est évident que la course effrénée des entreprises en matière d'innovation ainsi que la recherche acharnée de voies et moyens pour réduire les coûts et les risques liés à la R&D ont poussé beaucoup d'entreprises à s'ouvrir sur le marché international afin d'acquérir savoir et technologies, mais aussi afin de se mettre à proximité des sources externes d'innovation et de développement technologique**

«Tenter d'imposer d'une manière exclusive une certaine conception de la recherche limitera l'aptitude de la science à s'adapter à un avenir que personne n'est en mesure de prévoir.»

Pierre Joliot

(R&amp;D) du secteur des entreprises (\*)

## ces dernières années

En 2003, les Etats-Unis attirent 42,3% des dépenses totales de R&D des filiales étrangères de la zone de l'OCDE, bien que ces filiales réalisent seulement 33,5% du chiffre d'affaires total de ces filiales. L'Allemagne et le Royaume-Uni occupent respectivement la deuxième et la troisième place avec des dépenses de l'ordre de 15,3% et 13,0%.

En revanche, la France attirait seulement 7,8% des dépenses de R&D des filiales étrangères de la zone de l'OCDE contre un chiffre d'affaires en progression de 12,6% du chiffre d'affaires total de ces filiales.

Pendant la période 1995-2003, les filiales étrangères en France n'ont augmenté leurs dépenses que de 2,4 milliards USD contre 2,9 milliards USD au Japon, 4,6 milliards USD au Royaume-Uni, 6,7 milliards USD en Allemagne et 15,0 milliards USD aux Etats-Unis. Par ailleurs, les filiales étrangères des trois pays : Allemagne, Japon et Suède, affichent le pourcentage le plus élevé de chiffre d'affaires consacré à la R&D d'autant plus que ce pourcentage était en forte progression entre 1995 et 2003.

Le financement de la R&D en provenance de l'étranger reste, dans certains pays, dérisoire. On enregistre un taux de 0,4% au Japon, 0,9% en Corée du sud et 1,0% en Finlande. Dans d'autres pays, il est assez faible : en Allemagne 2,3%, en Australie 3,7%, en Pologne 3,2% et 4,5% en République tchèque. En revanche, ce taux est assez important dans d'autres pays comme le Royaume-Uni (27%), la Hongrie (18%), la Grèce (19%), les Pays-Bas (15%), le Canada (15%) et la Belgique (13%). Reste à noter que depuis 1995, ce taux de financement en provenance de l'étranger a reculé au Canada mais il a sensiblement progressé en Hongrie.

#### 2- La dimension sectorielle

Selon le rapport, cinq secteurs jouent un rôle dominant dans la R&D des entreprises de la zone OCDE. Il s'agit des industries manufacturières des technologies de l'information et des communications, l'industrie automobile, la pharmacie, la chimie (hors pharmacie), les services liés aux industries de l'information et les entreprises ayant comme activité principale la R&D.

D'un point de vue sectoriel, l'internationalisation de la R&D est plus importante dans le secteur de la pharmacie suivi de l'automobile, de la chimie (hors pharmacie) et des technologies de l'information des industries manufacturières, dans l'absence totale des données du secteur des services.

Le rapport impute cette forte internationalisation de la R&D de l'industrie pharmaceutique au fait que cette industrie est très réglementée dans tous les pays, ce qui oblige les laboratoires de s'implanter localement pour l'obtention la plus rapide possible des

autorisations de commercialisation de leurs nouveaux médicaments.

Aux Etats-Unis, les dépenses de R&D des filiales américaines à l'étranger, dans les deux secteurs d'automobile et de pharmacie, représentent respectivement 35% et 30% des dépenses de R&D exécutées à l'intérieur des Etats-Unis contre seulement 4% et 9% au Japon. Pendant ce temps, en Europe, les dépenses de R&D dans la pharmacie, l'automobile et la chimie sont nettement supérieures à celles des Etats-Unis et du Japon. Quant aux industries de technologies de l'information et des

plusieurs facteurs qui expliquent en partie la nature et la force de ces liens. Il s'agit le plus souvent du niveau technologique du pays d'accueil, du secteur d'activité des filiales et de la stratégie des multinationales en matière de R&D dans le cadre de l'investissement direct.

#### 3- La localisation des investissements en R&D

La plus grande partie des investissements en R&D reste destinée aux pays de l'OCDE où les Etats-Unis en demeurent leur marché favori. Cependant, trois régions sont les plus concernées par le flux des investissements de R&D à savoir : les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon.

En 2002, les multinationales américaines ont réalisé plus de 61% de leurs investissements de R&D à l'étranger dans l'Union européenne (12,9 milliards USD) et 7% au Japon (1,5 milliards USD). L'Union européenne a réalisé 17,5 milliards USD aux Etats-Unis et 2,2 milliards USD au Japon. Ce dernier n'a investi que 1,4 milliard USD aux Etats-Unis et 0,7 milliard USD dans l'Union européenne.

Aux Etats-Unis, dans le secteur des entreprises, les firmes multinationales en 2003 réalisent 85% de l'ensemble de la R&D du secteur des entreprises. Pour la même année, les firmes nationales ne réalisent que 15% des dépenses de R&D du secteur des entreprises, mais 66% du chiffre d'affaires du même secteur.

En revanche, au Japon, plus de 96% des dépenses de R&D du secteur des entreprises sont effectuées à l'intérieur

de la région de l'Asie-Pacifique devrait certainement voir son attractivité se renforcer au cours des prochaines années en raison des avantages et des opportunités qu'elle offre aux investisseurs étrangers.

En effet, au cours de la période 1995-2003, la Chine enregistrait un taux de croissance annuel de 57% des investissements américains de R&D. D'une manière générale, selon le rapport, il existe plusieurs facteurs qui déterminent la localisation des investissements de R&D tant au niveau national qu'international. Les facteurs les plus importants voire les plus influents sont la qualité du personnel de recherche et développement, l'accès à la recherche des laboratoires publics et des universités et enfin la protection de la propriété intellectuelle.

Cependant, la faible influence des coûts des activités de R&D sur la géographie des investissements de R&D sera certainement amenée à croître dans un avenir très proche.

Enfin, les fortes tendances d'internationalisation des activités de la R&D des entreprises et le mouvement accéléré des délocalisations tout azimutés du résultat d'une évolution inédite de l'environnement dans toutes ses dimensions notamment celles relatives à l'innovation et au développement technologique.

Cela dit, l'internationalisation de la R&D des entreprises s'inscrit donc dans le cadre d'un processus beaucoup plus complexe d'internationalisation de l'offre de ressources et de capacités en science et en technologie voire de l'ensemble des activités industrielles propres à des entreprises conscientes que le succès est la fruit d'un choix et non du hasard et que l'avenir est à construire et non à subir.

(\*) H. B., chargé de cours au centre universitaire de Khemis-Miliana, membre du laboratoire LAMEOR, université d'Oran.

**Depuis 1995, les dépenses de R&D des filiales sous contrôle étranger de la zone OCDE progressent plus rapidement, passant de 34 milliards USD en 1995 à 71 milliards USD en 2003 (soit une croissance nette de 110%), par rapport au chiffre d'affaires des filiales sous contrôle étranger et aux importations totales, mais aussi par rapport à la croissance des dépenses de R&D des firmes sous contrôle national**

communications, les statistiques de 2003 montrent que les dépenses de R&D des Etats-Unis étaient les doubles de celles de l'Union européenne.

Pour ce qui concerne le secteur de l'automobile de l'Union européenne, l'Allemagne enregistre, entre 1995 et 2003, la plus forte croissance des dépenses de R&D, passant de 5,5 milliards USD à 12,7 milliards USD. Les autres pays de l'Union affichent plutôt des résultats mitigés. En 2003, 3,5 milliards USD en France et 1,8 milliards USD au Royaume-Uni. Il est important de noter que seul le secteur de la pharmacie qui affiche, dans pratiquement tous les pays de l'OCDE, des taux très élevés de dépenses de R&D des filiales sous contrôle étranger comparativement aux autres secteurs. En Suède, presque la totalité de la R&D de ce secteur est réalisée par des filiales étrangères. En Irlande, République tchèque et Belgique, ces taux avoisinent les 80% et 90%. Les Etats-Unis, pour leur part, réalisent un taux qui dépasse le seuil de 50%, ce qui représente le taux le plus élevé par rapport aux autres secteurs.

Dans ce même secteur, on constate grosso modo une concordance entre la part de la R&D des filiales étrangères et la part du chiffre d'affaires de ces filiales. En revanche, quelques pays font figure d'exception. Ainsi au Royaume-Uni, les filiales étrangères réalisent 53% du chiffre d'affaires pour seulement 39% de leur R&D. Le même constat en France avec 50% du chiffre d'affaires pour uniquement 23% de la R&D.

Dans l'ensemble des industries de production, il serait difficile d'affirmer qu'il existe des liens forts et étroits entre la délocalisation des activités de production et la délocalisation des laboratoires de recherche. Il est cependant nécessaire de prendre en compte

**En 2002, les multinationales américaines avaient réalisé plus de 61% de leurs investissements de R&D à l'étranger dans l'Union européenne (12,9 milliards USD) et 7% au Japon (1,5 milliards USD). L'Union européenne a réalisé 17,5 milliards USD aux Etats-Unis et 2,2 milliards USD au Japon. Ce dernier n'a investi que 1,4 milliard USD aux Etats-Unis et 0,7 milliard USD dans l'Union européenne**

du Japon par des firmes japonaises contre seulement 2,4% des dépenses de R&D relatives à des filiales japonaises à l'étranger.

Malgré sa petite taille, la Suisse reste le pays dont la R&D industrielle est la plus internationalisée. Autrement dit, les filiales suisses à l'étranger effectuent autant de recherche que les autres entreprises à l'intérieur de la Suisse.

Selon le rapport, dans les pays de l'OCDE les principaux investisseurs en R&D sont les autres pays de l'OCDE. Les pays d'Asie ou d'Amérique latine sont bien loin derrière.

C'est l'exemple des filiales allemandes et britanniques qui, aux Etats-Unis, contrôlent chacune à peu près 20% de la R&D des filiales étrangères

de développement technologique. Cela dit, l'internationalisation de la R&D des entreprises s'inscrit donc dans le cadre d'un processus beaucoup plus complexe d'internationalisation de l'offre de ressources et de capacités en science et en technologie voire de l'ensemble des activités industrielles propres à des entreprises conscientes que le succès est la fruit d'un choix et non du hasard et que l'avenir est à construire et non à subir.

(\*) H. B., chargé de cours au centre universitaire de Khemis-Miliana, membre du laboratoire LAMEOR, université d'Oran.

(\*) Il s'agit d'une synthèse de la version réactualisée du rapport de l'OCDE, publié le 13 mars 2008.

## STATISTIQUES

■ 48% du total des exportations italiennes vers l'Algérie sont des matières et produits semi-finis destinés en majorité au secteur du BTPH.

■ les équipements industriels représentent 39% du total de l'export italien vers l'Algérie, avec un montant de 732 millions de dollars.

■ les exportations algériennes vers l'Italie sont de l'ordre de 5,29 milliards de dollars, dont 98,27% proviennent du secteur des produits énergétiques (pétrole et gaz).

■ En 2007, l'Italie a investi en Algérie pour 253 millions de dollars dont 63 millions de dollars en hors hydrocarbures.

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

# 1,9 MILLIARD DE DOLLARS

## MONTANT DES EXPORTATIONS ITALIENNES VERS L'ALGÉRIE AU PREMIER SEMESTRE 2008

Les exportations italiennes vers l'Algérie ont atteint au premier semestre 2008 le montant de 1,9 milliard de dollars, selon les statistiques du CNIS. Ce qui représente une augmentation qui avoisine les 80%, soit quelque 890 millions de dollars, par rapport à la même période de l'année précédente.

## BRÈVES

### Bank of America va supprimer jusqu'à 35 000 postes après fusion avec Merrill

Bank of America, la première banque américaine en termes de dépôts et de capitalisation boursière, a annoncé jeudi qu'elle comptait supprimer de 30.000 à 35.000 postes dans les trois ans, à la suite du rachat de la banque d'affaires Merrill Lynch et en raison du « mauvais climat économique ». Des compressions d'effectifs qui toucheront les deux sociétés, et toutes les activités, a précisé la banque dans un communiqué. Bank of America précise qu'il faudra attendre début 2009 pour avoir une idée plus précise du nombre de postes supprimés. Les actionnaires des deux banques ont approuvé la semaine dernière la fusion

annoncée le 15 septembre. Merrill Lynch avait alors dû accepter son rachat pour éviter de connaître le même sort que sa concurrente Lehman Brothers, qui a dû déposer ce jour-là son bilan et a été depuis complètement démantelée. Ce mariage historique, qui devrait être finalisé le 1er janvier, va donner naissance à un géant américain de la finance, doté de plus de 960 milliards de dollars de dépôts, devant l'actuel numéro un JP Morgan Chase, qui dispose de 900 milliards de dollars.

### GM et Ford chutent en Bourse après l'échec du Congrès à adopter un plan

Les titres des constructeurs automobiles General Motors et Ford chutaient jeudi à la Bourse de New York après l'échec des discussions au Sénat

américain sur un plan de sauvetage au secteur, en pleine déroute, qui rend plus probable la possibilité de dépôts de bilan. Vers 14H45 GMT, le titre General Motors cédait 15,05% à 3,50 dollars et Ford perdait 7,24% à 2,69 dollars. Le numéro un américain, General Motors, a reconnu avoir embauché des conseillers juridiques et des banquiers pour se préparer « à toutes les éventualités », y compris celle d'un dépôt de bilan. Cependant, la Maison-Blanche s'est dite prête à examiner le recours à un fonds de 700 milliards de dollars initialement destiné au système financier, pour se porter au secours des constructeurs automobiles américains après l'échec du plan de sauvetage au Congrès.

### Le pétrole dope le commerce extérieur arabe

Le volume du commerce extérieur arabe a

augmenté durant l'année 2007 en raison de la hausse des exportations pétrolières due à la flambée des prix du pétrole sur les marchés mondiaux, relève un rapport sur les économies arabes. La hausse du volume des exportations pétrolières arabes poussée par la hausse des prix de l'or noir et de biens intermédiaires, était à l'origine de l'augmentation du volume global des exportations arabes durant l'année 2007 avec 781,3 milliards de dollars contre 675,2 en 2006 soit des taux de croissance respectifs de 15,7% et 19,3%, indique le rapport élaboré par le conseil de l'unité arabe sur le commerce extérieur et interarabe. Le quota des exportations arabes dans les marchés internationaux a augmenté à 5,7% en 2007 contre 5,6% en 2006. Le rapport souligne cependant une légère baisse des exportations interarabes avec 8,3% en 2007 contre 8,5% en 2006.

## ANALYSE

# La CREG lâche une bombe de gaz

Par El Kadi Ihsane

C'est une prévision étourdissante qui est tombée dans le ventre mou de la quête du mouton de l'Aïd El Adha. L'Algérie va doubler d'ici 2017 sa consommation domestique en gaz naturel. C'est la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) qui le dit, et le ministre de l'Energie et des Mines qui le paraphe. Il faut bien voir ici de quoi l'on parle. La consommation de gaz naturel pour 2008 devrait se situer autour de 27,4 milliards de mètres cubes. En 2017, elle serait de 55,2 milliards de mètres cubes, selon un scénario médian. Le scénario bas est de 49,6 milliards de mètres cubes et le haut de 67,1 milliards de mètres cubes. Où est le problème ? Il est dans le fait que si une telle évolution de la consommation interne se confirmait, l'Algérie devra prélever du gaz naturel sur les volumes prévus à l'exportation pour faire face à sa demande domestique. Affiché autrement, l'Algérie ne disposera pas en 2017 de la production de 140 à 150 milliards de mètres cubes de gaz pour faire face à des exportations d'au moins 85 milliard de mètres cubes et d'une consommation interne tournant autour des 55 milliards annoncés par la CREG. Est-il possible que la CREG ait surestimé le développement de l'utilisation du gaz en Algérie dans les années à venir ? Il semble que non. Le communiqué qui

rapporte l'information indique bien que le taux de croissance prévisionnel moyen, 8 %, de la décennie considérée (2008-2017) est déjà effectif entre 2007 et 2008, année où la consommation domestique a fait un bond de 7,4%. En fait, ce sont les investissements industriels annoncés dans la génération de l'électricité, le dessalement de l'eau de mer, la sidérurgie (réduction du fer), la pétrochimie, l'aluminium et le ciment qui tirent sur la durée la demande interne de gaz naturel. La fourniture dans le secteur résidentiel aussi est en forte croissance. Le doute en réalité n'est pas permis. L'Algérie, nous dit indirectement le programme indicatif du CREG, ne pourra pas – dès 2015 ? - à la fois honorer ses engagements commerciaux internationaux – tous n'ont heureusement pas été encore pris – et faire face aux besoins en gaz naturel de son économie et de ses populations. Ce qui est étonnant dans cette prévision, c'est finalement qu'elle ait obtenu l'aval de Chakib Khelil, le ministre de l'Energie et des Mines. Etonnant, car elle dit exactement l'inverse de ce qu'il a répété ces dernières années, à savoir que l'Algérie exportera plus de 100 milliards de mètres cubes de gaz naturel à l'horizon 2015. A moins que pour la première fois enfin, le ministre de l'Energie veuille se rendre à l'évidence et surtout

le faire savoir à son président de la République : il n'y a plus de gaz naturel additionnel à vendre à « nos amis » à l'étranger, la preuve, la consommation nationale double. Le président Bouteflika a pris la fâcheuse habitude de répondre favorablement à toutes les sollicitations des chefs d'Etat étranger en quête de fourniture en GNL, qui permet de toucher les marchés les plus lointains, comme le Brésil récemment. L'extraction intensive du gaz naturel donne ses premiers signes de bugs. Le développement de Gassi Touil a pris un retard irrémédiable avec l'affaire Repsol – Gas Natural. Les gisements moyens du Touat et du Gourara (Total, Gaz de France, Statoil, Repsol) ne combleront pas les déficits lorsqu'ils seront connectés au réseau. Et surtout les nouvelles découvertes de gaz tardent à venir. Les résultats de l'ouverture des plis, samedi dernier, de l'appel d'offres géant sur 45 blocs du domaine minier pétro-gazier annoncent-ils un nouveau cycle de découvertes majeures sur le modèle de Hassi Berkine ? Il faudra attendre et voir. Une chose est déjà certaine ; sans de telles découvertes, l'Algérie devra faire bientôt comme l'Egypte cette année : arbitrer entre ses exportations de gaz et le fonctionnement de ses industries. Quelle année ?